



Les grands titres:

- A Durban, Ban Ki-moon appelle à entrer dans une 'nouvelle ère' de la réponse contre le sida
- Journée Nelson Mandela : l'ONU appelle à s'inspirer de sa vie pour œuvrer en faveur d'un monde meilleur
- Iran : l'ONU salue l'Iran pour l'application de ses engagements nucléaires
- La FAO appelle combler le fossé entre foresterie et agriculture afin d'améliorer la sécurité alimentaire
- L'ONU appelle à un leadership fort et transformatif dans le suivi de la mise en œuvre du développement durable
- Turquie : l'UNESCO condamne le meurtre d'un journaliste à Istanbul
- A Kigali, Ban Ki-moon appelle à une action régionale et internationale concertée au Soudan du Sud
- Turquie : des responsables de l'ONU condamnent la tentative de coup d'Etat de vendredi
- Haïti : l'ONU et ses partenaires déplorent l'absence de progrès pour résoudre la crise institutionnelle
- Yémen : l'Envoyé spécial de l'ONU annonce la reprise des pourparlers de paix au Koweït
- A Nairobi, Ban Ki-moon appelle à mieux aligner l'économie avec le développement durable
- L'augmentation des dispositions sociales dans les accords commerciaux ne nuit pas aux affaires, selon l'OIT
- Bahreïn : Ban Ki-moon condamne la décision de dissoudre le principal parti d'opposition

A Durban, Ban Ki-moon appelle à entrer dans une 'nouvelle ère' de la réponse contre le sida



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon (3ème en partant de la droite) lors de la conférence de presse d'ouverture de la 21ème Conférence internationale sur le sida à Durban, en Afrique du Sud. Photo : ONU / Rick Bajornas

18 juillet - A l'ouverture de la 21ème Conférence internationale sur le sida à Durban, en Afrique du Sud, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé lundi à ce que ce rassemblement marque le début d'une « réponse accélérée » pour améliorer l'accès aux soins des personnes vivant avec le VIH, mettre fin aux discriminations dont elles sont victimes et venir définitivement à bout de cette épidémie.

Lors d'une conférence de presse, M. Ban a rappelé qu'il s'agissait de la deuxième fois que cette Conférence était organisée dans la ville sud-africaine. « Il y a seize ans, Nelson Mandela s'est adressé à la Conférence internationale sur le sida à Durban, la qualifiant de 'rassemblement d'êtres humains préoccupés par le fait de venir à bout d'une des plus grandes menaces à laquelle l'humanité a dû faire face' », a dit le chef de l'ONU, en référence à l'édition de l'événement organisée 2000. « Cela a été un tournant qui a conduit à des progrès mondiaux remarquables », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a notamment indiqué qu'il y avait 17 fois plus de personnes bénéficiant d'un traitement contre la maladie aujourd'hui qu'à l'époque.

Toutefois, M. Ban a souligné que 20 millions de personnes atteintes de la maladie n'ont toujours pas accès à un traitement. «



Aujourd'hui, certains pays sont parvenus à éliminer la transmission du VIH de la mère à l'enfant ; mais beaucoup d'enfants vivant avec le VIH manquent toujours de traitement », a-t-il déclaré.

M. Ban a par conséquent appelé à ce que cette deuxième Conférence internationale sur le SIDA à Durban marque le début « d'une nouvelle ère où nous allons terminer ce que nous avons commencé : l'ère d'une réponse accélérée ».

Pour mettre fin à cette épidémie, il a ainsi appelé à combler les lacunes qui empêchent les gens d'accéder aux services de soin et de vivre dignement. « Nous devons accroître les ressources, la science et les services », a-t-il résumé.

Il a par ailleurs appelé à protéger et promouvoir davantage les droits des personnes vivant avec le VIH, des hommes homosexuels et des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes, des personnes transgenres, des travailleurs du sexe, des consommateurs de drogues en intraveineuse et des prisonniers.

« Quand nous y parviendrons, nous pourrions mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination, prévenir la propagation du VIH et sauver des vies », a dit le chef de l'ONU.

Journée Nelson Mandela : l'ONU appelle à s'inspirer de sa vie pour œuvrer en faveur d'un monde meilleur



Le 18 juillet est la Journée internationale Nelson Mandela, ici en 1990 devant le Comité spécial contre l'apartheid à l'Assemblée générale. Photo ONU/Pernaca Sudhakaran

18 juillet - Lors de la Journée internationale Nelson Mandela, plusieurs hauts responsables de l'ONU et l'Ambassadeur de la paix des Nations Unies Stevie Wonder ont appelé lundi tous les individus de la planète à prendre exemple sur les sacrifices consentis en faveur du bien commun par le leader sud-africain, décédé en 2013.

A l'occasion de cette Journée, célébrée chaque année le 18 juillet, une cérémonie a été organisée dans la matinée en l'honneur de M. Mandela au siège de l'ONU, dans l'enceinte de son Conseil économique et social (ECOSOC), à New York.

« Madiba était un citoyen mondial modèle dont l'exemple continue de nous guider dans l'action que nous menons pour construire un monde meilleur pour tous », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dans un message lu durant la cérémonie par le Vice-Secrétaire générale de l'ONU, Jan Eliasson.

Le Secrétaire général, qui assistait à la Conférence internationale sur le sida à Durban, en Afrique du Sud, a rappelé que Nelson Mandela a salué les « remarquables accomplissements » du leader sud-africain et ses efforts effrénés en faveur de la paix et de la dignité humaine, notamment pour son peuple. « Ses accomplissements lui ont beaucoup coûté, à lui-même et à sa famille », a-t-il noté, ajoutant que son sacrifice a non seulement servi son peuple, mais aussi contribué à façonner un monde meilleur.

A l'heure où les Nations Unies s'apprentent à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté par les Etats membres en septembre 2015, M. Ban a appelé à s'inspirer de l'exemple de Nelson Mandela, « fait d'abnégation et d'un profond sens de notre destinée commune ».

Le chef de l'ONU a invité, à l'instar de la Fondation Mandela, chaque individu partout dans le monde à consacrer au moins 67 minutes de ce lundi 18 juillet à une activité de service communautaire, en l'honneur des 67 années que M. Mandela a consacré en faveur du bien commun.

Il a rappelé que le thème de l'édition 2016 de la Journée, « Agissez ! Incarnez le changement », célèbre l'action bénévole en faveur d'autrui et de la planète. « Aidez un enfant dans ses études. Donnez à manger à ceux qui ont faim. Nettoyez un site ou prenez soin de votre environnement. Rendez service bénévolement à un hôpital ou un centre communautaire. Participez au mouvement Mandela pour un monde meilleur », a appelé M. Ban.

« Continuons à trouver l'inspiration dans l'exemple que Nelson Mandela nous a donné toute sa vie durant, et ne cessons

jamais d'œuvrer à l'édification d'un monde meilleur pour tous », a dit le Secrétaire général.

« Le Journée internationale Nelson Mandela est l'occasion de réfléchir sur la vie et l'œuvre d'une légende qui incarnait les plus hautes valeurs de l'Organisation des Nations Unies », a déclaré de son côté, lors de cette cérémonie, le Vice-Secrétaire générale de l'ONU, Jan Eliasson.

« Aujourd'hui, nous nous souvenons de l'homme à la dignité calme et aux succès impressionnants qui a travaillé sans relâche pour la paix et la dignité humaine », a-t-il ajouté.

M. Eliasson a par ailleurs souligné qu'à l'heure où l'ONU vise à mettre en œuvre le Programme à l'horizon 2030, les États membres devaient continuer à s'inspirer de l'héritage, l'altruisme et la dévotion envers le bien commun de M. Mandela.

Egalement présent à la cérémonie, le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, Mogens Lykketoft, a salué la contribution du Président Mandela envers l'humanité, mentionnant notamment le nouvel ensemble de règles internationales minima des Nations Unies pour le traitement des détenus, autrement appelées 'Règles Nelson Mandela' en son honneur.

« Mais un témoignage encore plus grand de l'influence de Mandela serait que nous tous, les dirigeants du monde, suivions son exemple », a ajouté M. Lykketoft, encourageant les États membres à écrire un nouveau chapitre de l'histoire en consacrant leur temps et leur talent à améliorer la vie de milliards de personnes partout dans le monde.

Le discours d'ouverture de l'évènement a été donné par l'Ambassadeur de la paix des Nations Unies, Stevie Wonder, qui a commencé par observer une minute de silence en l'honneur des personnes ayant perdu leur vie en raison de la violence des armes à feu et du terrorisme.

M. Mandela a « montré l'exemple d'un modèle de comportement et d'une manière d'être dont nous avons désespérément besoin aujourd'hui. Il a donné au monde une feuille de route pour faire avancer la paix et la justice sociale de façon plus efficace. Nous devons la suivre », a dit l'Ambassadeur de la paix des Nations Unies.

« N'aie pas peur ! Sois un pont, pas un mur, pour la paix et la compréhension. Sois l'homme ou la femme que Nelson Mandela serait fier d'appeler son frère ou sa sœur dans la lutte pour la paix et l'amour », a ajouté M. Wonder.

L'auteur-compositeur-interprète afro-américain a terminé son discours avec une nouvelle chanson qu'il a composée il y a quelques semaines, demandant « où est notre chanson d'amour, pas juste une chanson pour toi et moi, mais une chanson pour l'humanité ».

Iran : l'ONU salue l'Iran pour l'application de ses engagements nucléaires



Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques de l'ONU, Jeffrey Feltman, au Conseil de sécurité. Photo: ONU/Eskinder Debebe

18 juillet - Lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur le dossier nucléaire iranien, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, a félicité lundi l'Iran pour l'application de ses engagements nucléaires, tel qu'a été en mesure de le vérifier l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

« Au moment où nous célébrons le premier anniversaire du Plan d'action [global commun] et de la résolution 2231 (2015) [du Conseil], le Secrétaire général souhaite souligner la responsabilité considérable des signataires de ce Plan dans son application pleine et efficace », a déclaré M. Feltman aux 15 membres.

Le Plan d'action global commun, qui avait été adopté à Vienne, le 14 juillet 2015, par l'Iran et un groupe de six pays (Chine, États-Unis, Russie, France, Royaume-Uni et Allemagne), limite la capacité de l'Iran à enrichir de l'uranium pendant dix ans, en échange d'une levée des sanctions internationales pétrolières et financières affectant le pays. Ce Plan avait ensuite été approuvé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2231 (2015). Parallèlement, le Conseil avait confié à l'AIEA le rôle de vérifier la mise en œuvre par l'Iran du Plan d'action.

M. Feltman a toutefois reconnu que des défis subsistaient dans la mise en œuvre du Plan. « Je demande à tous les participants de rester fermes dans leur attachement à l'application intégrale de l'accord et de s'employer à surmonter les obstacles dans un esprit de coopération et de compromis, en toute bonne foi et sur la base du principe de réciprocité », a-t-il appelé.

Le Secrétaire général adjoint a cependant signalé n'avoir constaté aucune violation des dispositions du Plan d'action et de la résolution 2231 (2015) depuis le 16 janvier 2016, notamment en terme de fourniture, vente, transfert ou exportation de produits liés au nucléaire vers l'Iran. Il a ajouté que la même absence de violation des dispositions du Plan et de la résolution avait été constatée en matière de tirs de missiles balistiques.

M. Feltman s'est cependant dit préoccupé par les tirs de missiles balistiques effectués par l'Iran en mars 2016, soulignant l'importance de maintenir l'élan constructif créé par la signature du Plan d'action soit maintenu.

Il a par ailleurs mentionné les rapports faisant état d'une saisie de cargaison d'armes par la marine des États-Unis dans le golfe d'Oman en mars 2016, armes qui proviendraient de l'Iran, selon les États-Unis. « L'Iran a informé le Secrétariat [de l'ONU] qu'il ne s'est jamais engagé dans une telle entreprise », a ajouté le Secrétaire général adjoint, précisant que le Secrétariat continuerait d'examiner les informations fournies par les deux pays sur la question.

M. Feltman a en outre indiqué que des entités iraniennes avaient pris part au cinquième salon iraquien de la défense à Bagdad, en mars 2016, sans avoir demandé l'autorisation préalable au Conseil pour le transfert d'armes de l'Iran vers l'Iraq. Il a ajouté que l'Iran avait indiqué au Secrétariat qu'il n'estimait pas devoir obtenir l'autorisation préalable de la part Conseil, dans la mesure où il restait propriétaire des pièces exposées durant le salon.

Le Secrétaire général adjoint a affirmé l'intention du Secrétariat de l'ONU de poursuivre son étroite coopération avec l'Iran, précisant que le prochain rapport du Secrétaire général devant le Conseil de sécurité sur la question serait publié en janvier 2017.

La FAO appelle combler le fossé entre foresterie et agriculture afin d'améliorer la sécurité alimentaire



Des agriculteurs agro-forestiers durant la récolte à Kigoma, en Tanzanie. Les forêts font partie intégrante de la politique agricole nationale visant à protéger les terres arables de l'érosion et à augmenter la production agricole. Photo : FAO / Simon Maina

18 juillet - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a appelé lundi à une meilleure coordination entre la foresterie et l'agriculture afin de mettre en place des systèmes agricoles durables et d'améliorer la gestion des forêts et la sécurité alimentaire.

« Alors que l'agriculture demeure la principale cause de déforestation dans le monde, il est urgent d'encourager des interactions plus positives entre l'agriculture et la foresterie afin de mettre en place des systèmes agricoles durables et d'améliorer la sécurité alimentaire », indique un nouveau rapport de la FAO sur « La Situation des forêts du monde », présenté lundi lors de la 23^{ème} session du Comité des forêts de l'agence.

Le rapport rappelle que les forêts jouent un rôle prédominant en matière de développement de l'agriculture durable, avec notamment le cycle de l'eau, la conservation de l'eau, le piégeage du carbone, des mécanismes naturels de lutte contre les ravageurs ou encore, en influençant les climats locaux et en protégeant les habitats des pollinisateurs, ainsi que d'autres espèces.

« Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur le climat reconnaissent que nous ne pouvons plus envisager séparément la sécurité alimentaire, les moyens d'existence et la gestion des ressources naturelles », a déclaré le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, lors de son discours inaugural au Comité des forêts, rappelant que ces deux accords appellent à une approche plus cohérente et intégrée du concept de durabilité dans tous les domaines agricoles et les systèmes alimentaires.

M. Graziano da Silva a insisté sur le message principal contenu dans le nouveau rapport : « il n'est pas nécessaire d'abattre

des forêts pour produire plus de nourriture », a-t-il dit.

Selon le rapport, dans les régions tropicales et subtropicales, l'agriculture commerciale de grande échelle et l'agriculture locale de subsistance sont respectivement responsables d'environ 40 et 33% de la transformation des forêts. Les 27% de déforestation restants sont principalement dus à la croissance urbaine, à l'expansion des infrastructures et à l'exploitation minière.

Toutefois, le rapport insiste sur le fait que les forêts présentent des atouts écologiques essentiels qui profitent au secteur agricole et stimulent la production alimentaire.

« On peut parvenir à une sécurité alimentaire grâce à l'intensification agricole et à d'autres mesures telles que la protection sociale plutôt qu'à travers l'expansion des zones agricoles qui se ferait au dépend des forêts », a déclaré la Directrice de la Division de la FAO chargée des politiques et des ressources forestières, Eva Müller.

Pour cela, elle a appelé à améliorer la coordination intersectorielle des politiques liées à l'agriculture, la foresterie, l'alimentation et l'utilisation des terres, mais aussi l'aménagement du territoire, les cadres juridiques et l'implication des communautés et des exploitants locaux.

« Les gouvernements doivent assurer aux communautés locales la sécurité des droits fonciers et des droits forestiers. L'agriculteur est le mieux placé pour savoir comment gérer ses propres ressources, mais souvent il ne dispose pas des instruments juridiques pour le faire », a-t-elle ajouté.

Selon le rapport, depuis 1990, plus d'une vingtaine de pays ont réussi à améliorer leur sécurité alimentaire tout en maintenant ou en augmentant le couvert forestier.

Parmi ces pays, 12 d'entre eux ont réussi à augmenter le couvert forestier de 10% : l'Algérie, le Chili, la Chine, la République dominicaine, la Gambie, la République islamique d'Iran, le Maroc, la Thaïlande, la Tunisie, la Turquie, l'Uruguay et le Vietnam.

« Cela démontre qu'il n'est pas nécessaire d'abattre des forêts pour produire plus de nourriture », conclue l'étude.

L'ONU appelle à un leadership fort et transformatif dans le suivi de la mise en œuvre du développement durable



Le Vice-Secrétaire général des Nations Unies, Jan Eliasson, s'adresse au Conseil économique et sociale des Nations Unies (ECOSOC). Photo : ONU / JC McIlwaine

18 juillet - Le Vice-Secrétaire général des Nations Unies, Jan Eliasson, a appelé lundi le principal mécanisme de suivi de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté par les Etats membres en septembre 2015, à faire preuve d'un leadership fort et transformatif.

« Les engagements que nous avons pris sont ambitieux et transformatifs. Nous avons 15 ans pour les réaliser », a rappelé M. Eliasson aux participants au Forum politique de haut niveau pour le développement durable.

Ce Forum politique de haut niveau pour le développement durable, qui se réunit pour la première fois au siège de l'ONU, à New York, du 11 au 20 juillet, a pour vocation d'être la plate-forme centrale des Nations Unies pour le suivi de la mise en œuvre du Programme à l'horizon 2030 et de ses 17 objectifs de développement durables (ODD), sous l'égide du Conseil économique et sociale des Nations Unies (ECOSOC).

Au titre des principaux ODD à mettre en œuvre d'ici les 15 prochaines années, le Vice-Secrétaire général a notamment mentionné l'éradication de l'extrême pauvreté, de la faim et de la malnutrition, ainsi que des décès évitables de nouveau-nés et des enfants de moins de cinq ans. « Et nous nous efforçons aussi de mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées », a-t-il dit. M. Eliasson a également cité la nécessité d'adopter dans le

monde entier une couverture de soins de santé universels et de rendre gratuit l'enseignement primaire et secondaire. Il a aussi rappelé l'objectif de mettre fin à la discrimination contre les femmes et les filles, d'établir des économies à faible émission de carbone et de changer les modes non durables de consommation et de production.

« Oui, nous avons là une longue liste d'objectifs et de cibles de grande ampleur », a résumé le Vice-Secrétaire général aux participants au Forum.

« Nous avons besoin de moyens nouveaux et dynamiques de penser, d'agir et de nous organiser, en particulier au niveau des pays », a poursuivi M. Eliasson. Il a également insisté sur le besoin de communiquer et de travailler différemment, à la fois aux niveaux national, régional et international.

« Et nous avons besoin de moyens clairs et crédibles pour mesurer et rendre compte des progrès réalisés », a-t-il insisté.

Le Vice-Secrétaire général a également appelé à tirer les leçons du passé pour faire en sorte que les processus de suivi et d'évaluation nourrissent effectivement les efforts de mise en œuvre du Programme, notamment en partageant les expériences de mise en œuvre et en répliquant les meilleures d'entre elles.

« Ne nous faisons aucune illusion, la voie de la mise en œuvre ne sera pas facile », a-t-il averti, citant notamment les difficultés liées à mobilisation des ressources, à la coordination, au changement climatique, à la conjoncture économique mondiale et aux catastrophes.

Pour surmonter ces difficultés, M. Eliasson a appelé le forum à faire preuve d'un « leadership fort et transformatif ».

« Nous allons travailler avec vous pour améliorer progressivement les canaux de participation des multiples parties prenantes dans le processus d'examen », a-t-il ajouté, insistant également sur l'importance pour le forum de produire des données fiables et de les analyser pour prendre les bonnes décisions.

« Il est essentiel que personne ne soit laissé de côté ; c'est le concept unificateur clé du Programme à l'horizon 2030, et c'est le thème souverain du Forum de cette année », a insisté M. Eliasson.

Turquie : l'UNESCO condamne le meurtre d'un journaliste à Istanbul



Le siège de l'UNESCO à Paris. Photo UNESCO/M. Ravassard

18 juillet - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a condamné lundi le meurtre du photjournaliste turc Mustafa Cambaz, à Istanbul, le 15 juillet dernier.

« Je condamne le meurtre de Mustafa Cambaz », a déclaré dans un communiqué de presse la Directrice générale.

« Les journalistes jouent un rôle crucial en nous tenant au courant des événements, ce qui est particulièrement important en période d'incertitude », a ajouté Mme Bokova, appelant à ce que leur sécurité soit respectée.

Selon l'UNESCO, M. Cambaz, qui était journaliste pour le quotidien turc Yeni Safak, a été abattu vendredi dernier à Istanbul.

La Directrice générale de l'UNESCO publie des communiqués sur le meurtre des professionnels des médias conformément à la résolution 29 adoptée par les Etats membres de l'UNESCO au cours de la Conférence générale de 1997 intitulée « Condamnation de la violence contre les journalistes ».

A Kigali, Ban Ki-moon appelle à une action régionale et internationale concertée au Soudan du Sud



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon (à droite), rencontre le Premier ministre éthiopien, Hailemariam Dessalegn, qui est également Président de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), en marge du 27ème sommet de l'Union africaine, à Kigali, au Rwanda, le 16 juillet 2016.
Photo : ONU / Rick Bajornas

16 juillet - En marge du 27ème sommet de l'Union africaine qui se déroule actuellement à Kigali, au Rwanda, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est entretenu samedi avec plusieurs leaders africains, auprès de qui il a insisté sur la nécessité d'entreprendre une action régionale et internationale concertée pour relancer la mise en œuvre de l'accord de paix au Soudan du Sud.

« Nous sommes tous consternés par l'ampleur de la violence et des attaques aveugles contre des civils et soldats de la paix, ainsi que par les pertes incommensurables en vies humaines et les souffrances que cette crise a infligées à la population du Soudan du Sud », a déclaré M. Ban lors d'un Sommet extraordinaire de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) sur la situation au Soudan du Sud, organisé en marge du sommet de l'UA dans la capitale rwandaise.

Le Secrétaire général s'est réjoui de la forte condamnation des récents combats et violations du cessez-le-feu émise par le Conseil de paix et de sécurité de l'UA et le Conseil des ministres de l'IGAD.

Depuis la flambée de violence dans la capitale Juba ces derniers jours, le chef de l'ONU a dit s'être entretenu avec le Premier Vice-Président Machar et l'Envoyé spécial du Président Kiir, ainsi qu'avec certains dirigeants de la région. « Je les ai exhortés à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour parvenir à une cessation immédiate des hostilités et à un engagement renouvelé en faveur de la mise en œuvre de l'accord de paix », a déclaré M. Ban.

Il a par ailleurs rappelé avoir exhorté le Conseil de sécurité de l'ONU à imposer un embargo immédiat sur les armes au Soudan du Sud, à adopter des sanctions ciblées supplémentaires contre les dirigeants et commandants qui tenteraient d'entraver le processus de paix et à renforcer la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS).

« Nous soutenons la proposition faite par les chefs d'état-major de l'Ethiopie, du Kenya, du Rwanda, du Soudan et de l'Ouganda de renforcer la MINUSS au moyen de troupes issues de la région, sous le même mandat et la même chaîne de commandement, et de contribuer à la stabilisation du Soudan du Sud », a déclaré le chef de l'ONU, ajoutant que d'autres troupes seraient probablement également nécessaires.

Bien qu'il ait estimé que des renforts de troupes, un mandat solide et de nouveaux équipements, tels que des drones et des hélicoptères, étaient importants, le Secrétaire général a toutefois indiqué que ce conflit avait véritablement besoin d'une solution politique viable. « L'accord de paix global négocié par l'IGAD doit être pleinement mis en œuvre », a-t-il affirmé, tout en se félicitant de la réunion des Ministres des affaires étrangères de l'IGAD qui a eu lieu à Juba, le 15 juillet dernier, et de leurs efforts pour trouver une solution négociée à la crise actuelle.

« Je ne saurais trop insister sur la nécessité pour l'Union africaine, l'IGAD et les dirigeants de la région de fournir un soutien collectif et concerté aux efforts déployés par le Président de la Commission conjointe de suivi et d'évaluation, l'ancien Président [du Botswana] Festus Mogae, et le Haut représentant de l'Union africaine pour le Soudan du Sud, l'ancien Président [du Mali] Alpha Oumar Konaré », a dit M. Ban.

M. Ban s'est par ailleurs entretenu individuellement avec le Premier ministre éthiopien, Hailemariam Dessalegn, qui est également Président de l'IGAD, à propos des défis concernant la paix et la sécurité régionale, ainsi que du changement climatique.

Selon un compte-rendu de leur discussion, publié par l'ONU, le Secrétaire général a profité de l'occasion pour féliciter M.

Hailemariam Dessalegn pour le rôle de chef de file joué par l'Éthiopie dans la promotion de la paix et de la sécurité régionale, ainsi que pour la contribution du pays au maintien de la paix.

Les deux hauts responsables se sont inquiétés de la situation au Soudan du Sud et des risques d'une nouvelle escalade de la violence, dont les conséquences seraient lourdes pour le pays, son peuple et la région. Ils ont ainsi convenu de la nécessité d'une action internationale « urgente et renforcée » pour éviter que d'autres atrocités ne se produisent et pour donner une nouvelle impulsion à la mise en œuvre de l'accord de paix au Soudan du Sud.

Le Secrétaire général a informé le Premier ministre des recommandations qu'il a faites au Conseil de sécurité de l'ONU, en faveur non seulement de l'imposition d'un embargo sur les armes au Soudan du Sud et de sanctions ciblées additionnelles contre les individus entravant la mise en œuvre de l'accord de paix, mais aussi du renforcement de la MINUSS.

M. Ban a indiqué qu'il attendait avec impatience le résultat des délibérations de l'IGAD et des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, tout en insistant sur le « rôle important des dirigeants africains ».

Le chef de l'ONU a par ailleurs remercié le Premier ministre éthiopien pour le rôle et les sacrifices consentis par son pays en faveur de la stabilisation en Somalie. Il a insisté sur la nécessité de ne ménager aucun effort pour créer les conditions de sécurité nécessaires au bon déroulement des prochaines élections somaliennes.

Le Premier ministre a quant à lui assuré le Secrétaire général de l'engagement continu de l'Éthiopie en faveur de la paix et de la stabilité au Soudan du Sud et en Somalie.

Le Secrétaire général a d'autre part souligné les effets dévastateurs des phénomènes climatiques El Nino et La Nina dans le monde, et en particulier dans la région de la Corne de l'Afrique. Le Premier ministre l'a informé des mesures prises par l'Éthiopie pour atténuer l'impact de La Nina et a réaffirmé l'engagement du pays en faveur des efforts mondiaux visant à lutter contre le changement climatique, y compris via la ratification rapide de l'Accord de Paris.

M. Ban s'est ensuite entretenu samedi avec le Haut représentant de l'Union africaine pour le Soudan du Sud et ancien Président du Mali, Alpha Oumar Konaré, ainsi qu'avec le Président de la Commission conjointe de suivi et d'évaluation et ancien Président du Botswana, Festus Mogae.

Selon un compte-rendu de leur discussion, MM. Konaré et Mogae ont informé le Secrétaire général de leurs efforts pour la paix au Soudan du Sud, y compris leurs récentes consultations à Juba avec les dirigeants sud-soudanais.

Le Secrétaire général les a encouragés à poursuivre ses efforts. Reconnaissant la gravité de la situation et le risque de reprise du conflit au Soudan du Sud, le Secrétaire général et les deux anciens présidents ont convenu de l'urgence d'entreprendre une action régionale et internationale concertée pour relever les défis actuels et instaurer une paix durable dans le pays.

Le chef de l'ONU s'est également entretenu samedi avec le Président de la République du Tchad, Idriss Déby Itno, auprès de qui il a réaffirmé le soutien de l'ONU à la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram, dans le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Turquie : des responsables de l'ONU condamnent la tentative de coup d'Etat de vendredi



16 juillet - Deux hauts responsables des Nations Unies ont condamné samedi la tentative avortée de coup d'Etat survenue la veille en Turquie.

« Je condamne fermement la tentative de groupes issus des forces armées de renverser le gouvernement de la Turquie », a déclaré le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, Mogens Lykketoft, dans un communiqué de presse.

Le Président de l'Assemblée a exprimé ses « sincères condoléances » aux familles et proches des personnes ayant perdu la vie durant cette tentative de coup d'Etat.

« La communauté internationale doit soutenir pleinement le gouvernement démocratiquement élu et l'état de droit en Turquie », a appelé M. Lykketoft.

De son côté, le Haut-Représentant de l'Alliance des civilisations des Nations Unies (UNAOC), Nassir Abdulaziz Al-Nasser, a également condamné ce coup d'Etat manqué, qui avait pour but de « renverser le gouvernement légitime en Turquie ».

Dans un communiqué de presse, il a exprimé son soutien envers le « gouvernement civil démocratiquement élu de la Turquie et la direction légitime du Président de la Turquie, S.E. M. Recep Tayyip Erdogan ».

Le Haut représentant a également exprimé sa solidarité envers le peuple turc dans ses choix démocratiques.

Haïti : l'ONU et ses partenaires déplorent l'absence de progrès pour résoudre la crise institutionnelle



Un électeur vote à Port-au-Prince lors du scrutin du 25 octobre 2015 en Haïti. Photo MINUSTAH/Igor Rugwiza

16 juillet - L'ONU et ses partenaires en Haïti ont fortement déploré samedi l'incapacité du Parlement du pays à délibérer sur la question de la gouvernance provisoire, rappelant la nécessité de mener à son terme le processus électoral.

Dans un communiqué de presse conjoint, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, Sandra Honoré, et les autres membres du 'Core Group' (les Ambassadeurs du Brésil, du Canada, de l'Espagne, de la France, des États-Unis, de l'Union Européenne, et le Représentant spécial de l'Organisation des États américains) ont regretté « profondément que, pour la quatrième fois en quatre semaines, l'Assemblée nationale n'ait pas été à même de délibérer sur les modalités de gouvernance provisoire au sommet de

l'État, conformément à l'Article 7 de l'Accord du 5 février 2016, du fait de l'absence du nombre de parlementaires requis pour assurer le quorum ».

Les membres du 'Core Group' ont rappelé qu'Haïti fait face à des défis socio-économiques et humanitaires majeurs et de long terme. « Ces défis ne peuvent être relevés dans un contexte d'instabilité institutionnelle », ont-il remarqué.

Par conséquent, les membres du 'Core Group' ont une nouvelle fois appelé les parlementaires à reprendre la session de l'Assemblée nationale et à « prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin à l'incertitude actuelle ».

Tout en réaffirmant la nécessité de rétablir l'ordre constitutionnel, le 'Core Group' a exhorté tous les acteurs à faire en sorte que le processus électoral soit mené à son terme.

Yémen : l'Envoyé spécial de l'ONU annonce la reprise des pourparlers de paix au Koweït



L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Ismail Ould Cheikh Ahmed, informe les médias. Photo : ONU / Loey Felipe

16 juillet - Les pourparlers de paix inter-yéménites ont repris samedi au Koweït, en présence des délégations du gouvernement yéménite, du Congrès général du peuple et des Houthis, a déclaré l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le pays, Ismail Ould Cheikh Ahmed.

Dans un communiqué de presse, l'Envoyé spécial a indiqué que le cycle de négociation à venir se centrerait sur « la consolidation de la cessation complète des hostilités, sur l'activation du comité de désescalade et de coordination et des comités locaux de désescalade, sur la formation des comités de sécurité qui superviseront le retrait et le dépôt des armes de la zone A et sur l'ouverture de couloirs de sécurité pour l'acheminement de l'aide humanitaire ». Parallèlement, il a spécifié que le comité des prisonniers et détenus

poursuivrait ses travaux visant à obtenir la libération de tous les prisonniers et détenus le plus tôt possible.

M. Ould Cheikh Ahmed a également remercié l'Etat du Koweït pour le « soutien politique, technique et logistique exceptionnelle » qu'il apporte aux deux délégations. L'Envoyé spécial a également souligné que les pourparlers rentrent dans une phase décisive, durant laquelle les deux délégations seront sous l'étroite surveillance du public yéménite et de la communauté internationale.

« Cela pourrait bien être leur dernière chance de gagner la confiance du public yéménite et d'apporter la paix au pays », a dit M. Ould Cheikh Ahmed.

Il a en outre signalé que, au cours des deux dernières semaines, il a assisté à de nombreuses réunions avec des représentants politiques yéménites et régionaux afin de les informer sur l'état des discussions les plus importantes abordées au Koweït et de solliciter leur soutien pour la prochaine phase.

A Nairobi, Ban Ki-moon appelle à mieux aligner l'économie avec le développement durable



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon (à gauche), rencontre le Secrétaire du cabinet du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche du Kenya, Willy Bett, en marge de la 14ème session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Nairobi, le 17 juillet 2016. Photo : ONU / Rick Bajornas

17 juillet - A l'ouverture de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Nairobi, au Kenya, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé la communauté internationale à aligner davantage le commerce, la finance et l'investissement avec les objectifs de développement durable pour restaurer la confiance des populations dans l'économie globale.

« La vision énoncée dans les ODD [adoptés en septembre dernier par les Etats membres dans le cadre du Programme à l'horizon 2030,] en faveur des individus, de la planète, de la prospérité et de la paix, ne réussira pas si l'on ne trouve pas une solution aux crises et contraintes de notre système économique et financier mondial », a déclaré M. Ban lors de la 14ème session de la CNUCED, un forum intergouvernemental qui se réunit tous les quatre ans pour formuler des politiques relatives à tous les aspects du développement.

« Le commerce doit apporter la prospérité aussi bien au bénéfice des individus que de la planète, et de façon à relever les défis du changement climatique », a précisé le Secrétaire général, soulignant l'importance des cadres réglementaires qui régissent le commerce, l'investissement et la technologie.

Le chef de l'ONU a également dit que les « structures d'incitation » sur les marchés financiers devaient être alignées avec les objectifs sociaux afin d'éviter de trop grandes disparités de revenus. « Nous devons aussi valoriser correctement les actifs,

tels que les services éco-systémiques, et évaluer proprement le coût des risque systémiques et interdépendants, comme celui posé par le changement climatique », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a en outre affirmé que le niveau de l'épargne mondiale était suffisamment important à l'heure actuelle afin de réaliser les transformations nécessaires pour réaliser les 17 ODD. Toutefois, il a souligné que les investissements devaient être mieux alignés avec le développement durable.

« Mon message, aujourd'hui, est que les ODD représentent le changement dont nous avons besoin pour rétablir la confiance des gens dans l'économie mondiale », a poursuivi M. Ban.

De par l'approche intégrée du commerce et du développement prônée par la CNUCED, le chef de l'ONU a déclaré que la Conférence avait un rôle vital à jouer dans la mise en œuvre du Programme de développement durable. Il a rappelé que la nature de la contribution de la CNUCED à la réalisation des ODD était précisément le thème principal de cette 14^{ème} session.

« Le commerce, la finance, la technologie et l'investissement peuvent être des forces positives pour mettre fin à la pauvreté. Utilisés à bon escient, ils peuvent faire en sorte que nous ne laissions personne de côté », a déclaré M. Ban, notant que cet engagement devait impliquer les chefs d'État et de gouvernement, les parlementaires, les dirigeants du monde des affaires et de la société civile, les jeunes entrepreneurs et les philanthropes.

L'augmentation des dispositions sociales dans les accords commerciaux ne nuisent pas aux affaires, selon l'OIT



Le port autonome de Phnom Penh dans la province de Kandal, au Cambodge. Photo : Banque mondiale/Chhor Sokunthea

18 juillet - Une nouvelle étude publiée lundi par l'Organisation internationale du travail de l'ONU (OIT) indique que les dispositions relatives au travail dans les accords commerciaux n'entraînent pas de réduction ni de détournement des flux commerciaux et facilitent l'accès au marché du travail.

Cette étude, intitulée 'Assessment of labour provisions in trade and investment arrangements' ('Étude des dispositions sociales dans les accords commerciaux et d'investissement') montre qu'un accord commercial assorti de clauses sociales accroît en réalité la valeur des échanges commerciaux de 28% en moyenne, contre 26% dans le cas d'un accord sans dispositions sociales.

« Il est de plus en plus fréquent que les nouveaux accords commerciaux soient assortis de clauses sociales », a déclaré Marva Corley, économiste principale à l'OIT et principale auteure du rapport.

En décembre 2015, elle a précisé que 76 accords commerciaux incluant des dispositions sociales étaient en vigueur (couvrant 135 économies), dont près de la moitié avaient été conclus après 2008. « Plus de 80% des accords qui ont été mis en place depuis 2013 contiennent des dispositions de ce type », a-t-elle souligné.

L'étude constate aussi que les dispositions relatives au travail favorisent l'accès au marché du travail, en particulier pour les femmes en âge de travailler.

L'OIT a appelé à ce que les négociations commerciales deviennent moins opaques en impliquant les acteurs concernés, en particulier les partenaires sociaux – et pas seulement les gouvernements – dans l'élaboration et l'application de dispositions sociales dans les accords de libre-échange.

Bahreïn : Ban Ki-moon condamne la décision de dissoudre le principal parti d'opposition



Des manifestants à Manama, à Bahreïn, en décembre 2011. Photo Al Jazeera English

18 juillet - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a déploré lundi la décision prise par un tribunal de Bahreïn de dissoudre Al Wefaq, le principal parti politique d'opposition du pays.

« Cette décision est la dernière en date d'une série de restrictions des droits de réunion pacifique, de liberté d'association et de liberté d'expression à Bahreïn », a déploré le chef de l'ONU dans un communiqué de presse rendu public par son porte-parole.

Le Secrétaire général a souligné que la dissolution d'Al Wefaq, le retrait de la citoyenneté de Cheikh Issa Qassem et d'autres leaders de l'opposition, l'interdiction de voyage imposée aux défenseurs des droits de l'homme, et la « l'augmentation de la peine de justice » à l'encontre du Secrétaire général de Al Wefaq, Cheikh Ali Salman, risquent de conduire à une escalade de la situation, « déjà tendue dans le pays ».

M. Ban a par conséquent appelé à la reprise d'un dialogue national ouvert à tous, dans l'intérêt de la paix et de la stabilité de Bahreïn et de la région.